



联合国
粮食及
农业组织

Food and Agriculture
Organization of the
United Nations

Organisation des Nations
Unies pour l'alimentation
et l'agriculture

Продовольственная и
сельскохозяйственная организация
Объединенных Наций

Organización de las
Naciones Unidas para la
Alimentación y la Agricultura

منظمة
الأغذية والزراعة
للأمم المتحدة

F

TRENTE-TROISIÈME CONFÉRENCE RÉGIONALE DE LA FAO POUR L'AMÉRIQUE LATINE ET LES CARAÏBES

Santiago (Chili), 6 - 9 mai 2014

Allocution du Directeur général

M. Carlos Casamiquela, Ministre de l'agriculture, de l'élevage et de la pêche d'Argentine et président sortant de la Conférence régionale de la FAO,

M. Carlos Furche, Ministre de l'agriculture du Chili et nouveau président de la Conférence régionale de la FAO,

Mesdames et Messieurs les ministres,

Mesdames et Messieurs les représentants permanents auprès de la FAO,

Mesdames et Messieurs les représentants de la société civile et du secteur privé,

Chers collègues de la FAO et du système des Nations Unies,

Mesdames et Messieurs,

il y a deux ans, nous étions réunis à Buenos Aires à l'occasion de notre précédente Conférence régionale. Je venais alors de prendre la direction générale de la FAO.

Je vous retrouve aujourd'hui pour vous décrire les travaux de transformation que nous avons menés à la FAO, et pour vous expliquer comment nous nous proposons de renforcer les efforts déployés par les pays d'Amérique latine et des Caraïbes à l'appui de la sécurité alimentaire et d'un développement inclusif et durable.

Je voudrais commencer par replacer la transformation de la FAO dans le contexte actuel. Nous nous trouvons à peine à plus de 600 jours du délai de réalisation des Objectifs du Millénaire pour le développement. Près de 60 pays ont déjà atteint le but fixé dans leur premier objectif, à savoir réduire de moitié le taux de sous-alimentation de leur population.

Seize d'entre eux font partie de la région Amérique latine et Caraïbes: l'Argentine, la Barbade, le Brésil, le Chili, Cuba, la Dominique, le Guyana, le Honduras, le Mexique, le Nicaragua, Panama, le Pérou, Saint-Vincent-et-les Grenadines, la République bolivarienne du Venezuela, la République dominicaine et l'Uruguay.

Le tirage du présent document est limité pour réduire au maximum l'impact des méthodes de travail de la FAO sur l'environnement et contribuer à la neutralité climatique. Les délégués et observateurs sont priés d'apporter leur exemplaire personnel en séance et de ne pas demander de copies supplémentaires. La plupart des documents de réunion de la FAO sont disponibles sur internet, à l'adresse www.fao.org.

Ce but se trouve également à la portée de la région Amérique latine et Caraïbes dans son ensemble. En effet, depuis 1990, le taux de sous-alimentation de sa population a décru de 15 à 8 pour cent. Pendant la même période, le nombre de personnes qui souffrent de la faim dans la région a diminué, passant de 66 à 47 millions. Le défi à relever consiste à ramener ce chiffre à zéro.

Ces dernières années, les pays d'Amérique latine et des Caraïbes ont pris des mesures importantes pour renforcer les cadres institutionnels, les cadres juridiques et les systèmes de gouvernance nécessaires pour favoriser la sécurité alimentaire.

La FAO a été une alliée de la première heure de ce mouvement mené par les gouvernements et adopté par la société latino-américaine et caribéenne.

Le meilleur exemple de notre effort commun est l'initiative L'Amérique latine et les Caraïbes libérées de la faim, lancée en 2006 et approuvée par les chefs d'état et de gouvernement en 2009.

Et notre avancée se poursuit.

En décembre 2014, l'Alliance bolivienne pour les peuples de notre Amérique et Petrocaribe ont approuvé le Plan d'action pour l'éradication de la faim et de la pauvreté, appuyé par la FAO et financé par la République bolivarienne du Venezuela.

Ce plan est un nouvel exemple de coopération Sud-Sud, phénomène qui est en train de prendre de l'ampleur dans la région. Cette semaine, nous aurons justement l'occasion de signer un nouvel accord de coopération Sud-Sud par lequel le Mexique appuiera la sécurité alimentaire en Amérique centrale.

L'éradication de la faim et de l'extrême pauvreté est également au cœur du Plan d'action élaboré pour cette année par la Communauté des États latino-américains et caribéens, avec laquelle la FAO travaille main dans la main.

Ces mesures viennent étayer les politiques nationales qui comprennent l'aide à l'agriculture familiale et le renforcement de la protection sociale, y compris les transferts de revenus, qui bénéficient à 20 pour cent de la population de la région.

Je tiens à souligner que le lien établi entre la productivité et les politiques sociales pour garantir la sécurité alimentaire est essentiel dans un monde et une région où la cause principale de la faim n'est plus l'insuffisance de la production mais le manque d'accès.

Je voudrais également attirer ici l'attention sur le rôle de l'agriculture familiale, qui préserve, rétablit et met en valeur les aliments traditionnels comme le quinoa et la pomme de terre, célébrés à l'occasion de précédentes années internationales; c'est de ce secteur que provient la plus grande offre d'aliments sur les marchés locaux de la région.

Toutefois, parallèlement au rôle clé qu'ils jouent en faveur de la sécurité alimentaire, de nombreux exploitants familiaux pratiquent une agriculture de subsistance et sont vulnérables à la faim.

Ceci résume le potentiel du secteur et le défi auquel il est confronté, alors que l'on célèbre en 2014 l'Année internationale de l'agriculture familiale, et c'est l'un des thèmes importants dont vous allez devoir débattre dans le cadre de la présente Conférence régionale.

Je voudrais également rappeler que la faim est le versant le plus pervers de la malnutrition, mais celle-ci a d'autres facettes, dont la plus visible est l'obésité, qui est également présente dans la région. Ainsi, certains pays doivent simultanément faire face au double fardeau de la faim et de l'obésité.

Il incombe à l'État de favoriser une nutrition saine et, à cet effet, une action collective faisant intervenir les secteurs de l'alimentation, de l'agriculture, de la santé et de nombreux autres est nécessaire.

En novembre prochain, nous bénéficierons d'une occasion unique de débattre de ce thème dans le cadre de la deuxième Conférence internationale sur la nutrition, qui sera organisée à Rome par la FAO et l'Organisation mondiale de la Santé. Je voudrais inviter les pays de la région à participer à cette importante réunion au niveau le plus haut possible.

Mesdames et Messieurs, permettez-moi de poursuivre en anglais.

Mesdames et Messieurs,

Afin d'assurer la sécurité alimentaire et le développement durable, il faut continuer de concevoir, de consolider et de renforcer nos efforts continus, et nous montrer prêts à relever les nouveaux défis d'un monde qui se transforme en permanence.

L'un de ces grands défis est le changement climatique, indissociable de la question de la sécurité alimentaire.

Nous avons proclamé haut et fort ce message au sommet Rio+20 en déclarant qu'il ne peut pas y avoir de développement durable si la faim et l'extrême pauvreté continuent d'interdire à des millions de personnes de vivre dignement.

Le Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat (GIEC) a mis le changement climatique au cœur des débats en présentant son cinquième rapport d'évaluation, auquel la FAO a apporté sa contribution.

J'en dégage quatre points essentiels:

Premièrement, le rapport confirme que le climat est déjà en train de changer, ce qui signifie qu'il faut agir dès maintenant.

Deuxièmement, les populations rurales pauvres sont particulièrement vulnérables. Elles ont moins de moyens de réagir et ont tendance à vivre dans des zones de production marginales où les effets du changement climatique auront davantage de répercussions sur le secteur de l'agriculture.

Troisièmement, le changement climatique est susceptible de modifier la configuration du modèle de production alimentaire mondial.

Ce qu'indiquent clairement les retombées prévues dans la région Amérique latine et Caraïbes.

Toutefois, la hausse des températures et le recul des précipitations pourraient entraîner un déclin de la productivité en Amérique centrale, dans la région andine et dans le nord-est du Brésil.

En Amérique centrale et dans les régions semi-arides et celles qui dépendent de la fonte des glaciers, la disponibilité de l'eau risque de diminuer.

La hausse du niveau de la mer et les activités humaines au niveau des écosystèmes côtiers et marin font peser une menace sur les stocks halieutiques, le corail et les mangroves; cette menace est particulièrement préoccupante dans les Caraïbes.

Les pays andins, quant à eux, pourraient être confrontés à une baisse de production des bovins laitiers, des porcins et des poulets, et à une hausse de la production ovine.

Les répercussions au niveau régional seront très diverses, et s'il est vrai que la hausse de la productivité pourrait bénéficier à certains pays exportateurs, la plupart des ménages pauvres et des acheteurs nets de produits alimentaires en pâtiront.

Cela m'amène à mon quatrième et dernier point: à l'heure actuelle, le monde produit suffisamment de denrées alimentaires pour l'ensemble de sa population, mais le changement climatique réintroduit un élément d'incertitude. Afin de veiller à disposer à l'avenir de produits alimentaires en quantité suffisante, il nous faut atténuer les effets du changement climatique, nous adapter, et opérer la transition vers des systèmes alimentaires plus durables.

Il existe de nombreux exemples qui nous montrent la voie en ce sens: la planification de l'utilisation des terres, l'amélioration de l'irrigation, la gestion des eaux souterraines, la culture sans labour, la diversification des cultures, la restauration des systèmes agricoles traditionnels et autochtones sont quelques-unes des possibilités offertes.

Nous avons les moyens de relever le défi du changement climatique. Les solutions sont à notre portée, mais il faut agir immédiatement, autrement nous n'arriverons pas à éradiquer la faim ou à assurer le développement durable.

La FAO est consciente des enjeux de ce processus, c'est pourquoi le changement climatique est une question transversale, intégrée dans tous ses objectifs stratégiques.

Mesdames et Messieurs, je vais de nouveau m'exprimer en espagnol.

La FAO ne peut pas rester inactive si elle souhaite réellement apporter l'aide que vous lui demandez pour éradiquer la faim et favoriser le développement durable, répondre à la menace du changement climatique, faire face à la propagation de plus en plus rapide des maladies transfrontalières, gérer la volatilité croissante des prix des produits alimentaires et renforcer l'inclusion productive et sociale.

Pour ce faire, ces deux dernières années, des efforts ont été déployés pour transformer l'Organisation.

Permettez-moi de vous citer quelques exemples de ce renouvellement.

Dans un premier temps, nous avons mené à bien la réforme de la FAO.

Puis nous avons redéfini l'axe de nos travaux. Nous avons maintenant cinq objectifs stratégiques, alors qu'auparavant, il y en avait plus de dix.

Dans un troisième temps, nous avons approuvé un Plan de travail et budget axé sur les résultats, conçu pour répondre aux demandes des pays en se fondant sur les démarches faites par ceux-ci au sein des organes de gouvernance de la FAO, y compris les conférences régionales.

Quatrièmement, nous avons renforcé nos capacités dans des domaines clés comme la protection sociale, car nous savons bien qu'il n'est pas possible de remporter le combat contre la faim en se contentant de produire. Nous avons également assis notre présence dans les régions en maintenant le niveau de qualité de notre travail technique et normatif.

Cinquièmement, nous avons proposé des stratégies de partenariat avec le secteur privé et la société civile, propositions que vous avez approuvées. Nous continuons également à renforcer la collaboration avec d'autres organisations internationales. Dans cette région, il convient de souligner les activités menées conjointement avec la CEPALC et l'IICA.

En sixième lieu, nous avons lancé le processus de décentralisation de l'Organisation.

Les changements opérés au sein de la FAO se répercutent aussi dans la région. Permettez-moi de vous indiquer quelques exemples en la matière.

Je commencerai par souligner que 27 cadres de programmation par pays de la région ont été élaborés ou actualisés et sont déjà signés avec les gouvernements.

Nous avons également renforcé nos capacités en Amérique latine et dans les Caraïbes afin de mieux répondre aux demandes définies durant la précédente Conférence régionale, tenue à Buenos Aires.

Huit postes de représentants nationaux ont été pourvus, et en réponse à la demande faite à la Conférence régionale précédente, nous avons transformé nos bureaux au Guatemala et au Paraguay en représentations à part entière, avec un appui solide de la part des gouvernements respectifs.

S'il est vrai que nous avons grandement progressé au cours de ces deux dernières années, il reste encore beaucoup à faire.

Et nous commençons tout juste à relever le plus grand défi de tous, à savoir la mise en œuvre du nouveau plan de travail de manière décentralisée.

Trois initiatives régionales sont conçues pour contribuer à faire déboucher notre vision sur des résultats concrets en Amérique latine et aux Caraïbes.

La première initiative relève de notre premier objectif stratégique qui consiste à contribuer à la sécurité alimentaire, et elle appuiera l'initiative L'Amérique latine et les Caraïbes libérées de la faim.

Elle travaillera à la formulation et à l'application de politiques et de programmes multisectoriels et elle appuiera la coopération entre les différentes parties prenantes, y compris au sein de la société civile et du secteur privé.

La deuxième initiative régionale appuiera l'agriculture familiale et le développement territorial dans les zones rurales, avec une attention particulière accordée à la population autochtone et aux femmes.

Cette initiative est doublement liée au troisième objectif stratégique (réduction de la pauvreté rurale) et au cinquième (renforcer la résilience).

Les activités seront d'abord axées sur la Bolivie, le Guatemala et les Caraïbes, notamment sur Haïti, pays qui a été jugé prioritaire pour la région.

La troisième initiative régionale cherche à améliorer les systèmes alimentaires et le secteur des aliments pour animaux des Caraïbes afin de renforcer la sécurité alimentaire de la sous-région.

Elle est conforme aux efforts déployés par la CARICOM et axée sur le quatrième objectif stratégique qui vise à renforcer l'efficacité et l'inclusion au sein des systèmes alimentaires.

Mesdames et Messieurs,

La région Amérique latine et Caraïbes est devenue un exemple mondial en matière de lutte contre la faim.

Et je voudrais appeler les ministres et les chefs de délégation ici présents à réaffirmer l'engagement pris par les chefs d'état et de gouvernement dans le cadre de l'initiative L'Amérique latine et les Caraïbes libérées de la faim, qui prévoit d'éradiquer la sous-alimentation dans nos pays d'ici à 2025.

Les efforts que nous déployons n'ont pas seulement un impact sur les chiffres abstraits de la croissance économique, ils ont aussi un visage humain: celui de chaque femme, de chaque homme et de chaque enfant qui l'emporte sur la faim, nous rappelant quotidiennement que nous sommes en mesure de gagner ce combat.

L'éradication de la faim dans la région Amérique latine et Caraïbes peut être le grand héritage que la présente génération laissera à l'humanité, et il faut qu'elle soit la première priorité mondiale au programme du développement de l'après-2015.

En réalisant cet objectif, non seulement nous ouvrirons de nouveaux horizons à tous les habitants de la région, mais nous donnerons espoir au reste du monde.

En ma qualité de Directeur général de la FAO, je suis convaincu que c'est possible et je vous invite à vous joindre à nous pour y parvenir ensemble.

Je vous remercie de votre attention.